



Au sommaire de ce numéro

La confusion des événements (A. Kleiche).....	2
Nous sommes les 99 % nous sommes les indignés.....	2
Pour un audit citoyen de la dette publique.....	3
Avez-vous lu « la stratégie du choc », de Naomi Klein ? Un livre conseillé par Pierre Colas.....	4
Avoir et être. Agenda.....	4
Organisation d'Attac 92.....	6

Il est encore temps de régler votre cotisation 2011

Si vous êtes assujéti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Faites adhérer à ATTAC !

Le prochain numéro paraîtra début décembre

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Vous souhaitez abonner des parents, des amis ? Il vous suffit de nous le demander.

Sauver l'Europe en coulant les peuples ?

Dans la nuit du 26 au 27 octobre, les participants du sommet européen ont abouti à un nouvel accord, censé pour une énième fois « sauver l'Europe ». À la baguette, Angela Merkel (et Nicolas Sarkozy), Christine Lagarde (pour le FMI) et, surprise... un représentant du secteur bancaire, Charles Dallara. Alors, qu'en est-il vraiment de cet accord – qui a déjà fait bondir les bourses ?

On retiendra tout d'abord que la restructuration de la dette grecque est enfin mise à l'ordre du jour ; et malgré les résistances de Nicolas Sarkozy et du secteur bancaire, les créanciers devront déboursier à hauteur de 50%, via une décote de leurs titres de dette. Il aura donc fallu deux ans – deux ans de calvaire pour le peuple grec – pour que la réalité rattrape en partie les dirigeants de la zone euro.

Mais les peuples grecs et européens sont loin d'être tirés d'affaire pour autant. Conformément aux exigences allemandes, l'interdiction faite à la BCE de prêter directement aux gouvernements de la zone euro ne sera pas levée. Elle leur permettrait pourtant de s'émanciper des marchés financiers.

À la place, les pays en difficulté devront se tourner vers le fonds européen (le FESF), démultiplié grâce à la participation de pays émergents, et placé sous la supervision du FMI. Les clients ne devraient pas tarder à pointer au guichet du FESF... Espagne, Portugal, mais aussi la France, dans un contexte où la recapitalisation des banques par les fonds publics risque de s'avérer inéluctable.

Dans tous les cas, qu'ils fassent ou non appel à l'intervention du FESF, les gouvernements européens se sont accordés pour accroître la « discipline », le contrôle budgétaire des dépenses publiques et l'inscription dans leurs constitutions du carcan budgétaire de la « règle d'or » pour 2012. Des mesures adoptées sans aucun débat ou consultation populaire, à l'image de cette nouvelle « gouvernance » de l'Europe, parfaitement anti-démocratique. Au nom de laquelle on annonce déjà une nouvelle modification des traités...

Le « deal » était donc le suivant : en l'échange d'une (inévitabile et tardive) restructuration de la dette grecque, c'est l'hyper-austérité qui est promise aux peuples. Avec toutes les conséquences sociales dramatiques qu'elle a déjà causées, à travers les licenciements, les baisses des salaires, des retraites, le démantèlement de l'Etat social... et au risque de voir plonger l'Europe dans le cercle vicieux de la récession. Mais aussi de voir les peuples se dresser les uns contre les autres, sous prétexte que les uns paieraient pour les autres.

Il est clair que les peuples ne veulent plus de cela, à l'image des manifestants et manifestantes grecs, des indignés espagnols, italiens ou britanniques. Il est désormais urgent de sortir l'Europe du « piège de la dette publique ».

Attac France participe avec d'autres organisations du mouvement social à un audit citoyen de la dette (<http://www.audit-citoyen.org/>). Cette initiative vise à démontrer les mécanismes pervers de l'endettement public, et à proposer de véritables solutions pour sortir de la crise. Présentée à l'occasion du contre G20 de Nice la semaine prochaine, lors duquel l'indignation sera plus que jamais de mise.

Attac France,
Paris, le 27 octobre 2011

La multiplication des analyses, mêlant pêle-mêle les résultats des élections en Tunisie et les déclarations du chef du CNT sur la charia, confondent l'événementiel et la longue histoire selon la formule consacrée de l'historien F. Braudel.

En effet, le dernier envoi simultané d'articles - à titre d'information ce qui est louable- sur des réalités politiques différentes que sont la posture du chef du CNT libyen et le résultat des élections tunisiennes, non seulement sème la confusion, n'éclaire pas l'analyse, mais en plus est préjudiciable à la compréhension d'un évènement sans précédent dans l'histoire du monde arabe : la tenue d'élections libres pour élire une "**Assemblée Constituante**". Désormais, nous assistons à un tournant car il y a un avant et un après 23 octobre 2011, comme il y a eu un avant et un après le 14 janvier 2011.

La déclaration du chef du CNT Abdeljalil sur une future constitution libyenne inspirée principalement de la Charia était prévisible pour donner des gages aux groupes conservateurs au sein du CNT. Ces déclarations zélatrices et intempestives ne font que commencer dans la course au pouvoir. C'est aussi pour Abdeljalil et les anciens caciques du régime Kadhafi, une diversion pour rendre impossible tout retour sur le passé de certains membres du CNT qui ont été les piliers de la dictature de Kadhafi.

Quant à la Tunisie, les surenchères de commentaires sur "la vague dite verte de Ennahda" sont terriblement contre-productives. Il faut d'abord saluer la remarquable mobilisation du peuple tunisien et notamment la patience dont ont fait preuve les électeurs tunisiens. En effet les observateurs notent que les Tunisiens n'ont jamais rechigné à se déplacer à des dizaines de kilomètres à un autre bureau de vote lorsqu'ils constataient que leur nom n'était pas sur la liste du bureau de vote. C'était encore plus admirable lorsqu'il s'agissait de femmes avec enfants ou de personnes âgées.

Enfin il faut saluer la remarquable percée du Congrès Pour la République CPR de Moncef Marzouki ancien opposant à Ben Ali longtemps exilé, qui semble réaliser une percée surprise, obtenant 15 à 16% malgré le peu de moyens financiers dont il disposait comparé à Ennahda.

On peut compter sur lui avec d'autres pour trouver l'équilibre qui permette à la Tunisie de passer cette période de transition et relever les défis socio économiques.

La Tunisie va devenir aussi un modèle d'inspiration pour les autres peuples et par là même accentuer la pression sur les autres régimes. Ainsi est renvoyé aux calendes grecques ce sempiternel argument sur "la maturité" des peuples de la région pour la démocratie en agitant sur la crainte des islamistes.

C'est cette expérience de démocratie pluraliste qu'il faut saluer et soutenir, c'est ce discours politique qui a su intégrer le postulat de base du débat politique: on mène un combat contre des adversaires politiques et non pas des ennemis à éradiquer. Ennahda l'a compris, il tentera plus de convaincre que de vaincre instruit et mûri par l'expérience de vingt ans d'exil avec un regard tourné vers le modèle de l'AKP turc.

Les progressistes doivent une fois pour toute intégrer dans leur grille d'analyse la pluralité du champ politique dans le monde arabe. C'est une donnée fondamentale qui a longtemps été occultée à la fois par les tenants de la thèse "Islamicus" essentialiste et les régimes dictatoriaux dans les pays arabes. Et c'est dans le choix des alliances que réside le devenir des forces progressistes.

Nous sommes les 99%, nous sommes indignés. Un appel relayé par *Benjamin Ball*.

Nous sommes la créativité, les rires, les sourires, nous sommes les vrais acteurs de ce monde.

Nous sommes mal logés, mal payés, précarisés, nous payons de notre santé la crise environnementale, la crise économique et la crise sociale. Nous devons nous serrer la ceinture toujours plus pour payer la crise créée par les 1 pour cent restant.

Nous sommes les 99%, nous refusons que le 1% décide de notre avenir et de l'avenir du monde à notre place.

Le pouvoir en place travaille au profit de quelques-uns, en ignorant aussi bien la volonté de la majorité, que le prix humain et environnemental que nous payons. Les gouvernants, ont depuis trop longtemps abandonné leur responsabilité de faire respecter les droits humains.

Il n'y a pas de fatalité, nous pouvons construire ensemble autre chose.

Unis d'une seule voix, nous allons faire savoir aux politiciens qui ne nous représentent pas, et à l'oligarchie financière qu'ils servent, que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir. Nous ne sommes pas des marchandises entre leurs mains, ni entre celles des banquiers.

#OccuponsLaDéfense !

Rendez-vous dès le VENDREDI 4 NOVEMBRE 17H00 devant l'Arche de la Défense, le quartier de leurs affaires.

Venez construire avec nous un autre monde, pour que cesse l'austérité et vive la démocratie réelle. Il est temps pour nous de nous unir. Il est temps pour eux de faire face aux conséquences de leurs actes.

Nous sommes les 99% !

Pour un audit citoyen de la dette publique

« Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressassait dans les grands médias. Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ». Mais d'où vient cette dette ? L'avons-nous décidée ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations ? Ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des spéculateurs et des créanciers ? Ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Ces questions, de plus en plus nombreuses sont celles qui se les posent. Les indignés espagnols refusent que les gouvernements y répondent contre la volonté du peuple. En Grèce un comité pour l'audit de la dette mobilise de nombreux citoyens. Dans toute l'Europe et en France un large débat démocratique est urgent, car les réponses apportées à ces questions détermineront l'avenir du pays et de l'Union.

C'est pourquoi nous avons décidé de créer un collectif national pour un audit citoyen de la dette publique, afin de porter ce débat au cœur de la société.

Eléments de diagnostic général

La crise financière de 2007-2008 n'a pas débouché sur un cataclysme grâce à l'intervention massive des États. Mais les coûts du sauvetage de la finance et de la récession ont fait exploser les déficits et les dettes publiques.

C'est alors que les acteurs financiers, laissés libres de leurs mouvements, ont réussi la prouesse de transformer leur crise en une « crise de la dette publique ». Les États, accusés de frénésie dépensière, ont été sommés par les « marchés » et les agences de notation de réduire leurs déficits, sous la menace d'une augmentation dramatique des taux d'intérêts. Les cas de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande montrent que cette menace est crédible.

La crise provient pourtant de la montée des inégalités, de l'endettement privé et de l'irresponsabilité de la finance ; aucunement des dépenses publiques, dont la part dans le PIB n'a pas augmenté depuis 20 ans. La dette publique résulte des politiques néolibérales menées depuis trente ans. Plusieurs facteurs peuvent déjà être identifiés, même si leurs contributions relatives sont à préciser : les cadeaux fiscaux et sociaux consentis aux riches et aux grandes entreprises, les taux d'intérêt élevés consentis aux prêteurs, les crises financières et bancaires, le fleurissement des paradis fiscaux et la mise en concurrence des législations fiscales des États, l'évasion fiscale des entreprises multinationales et des grandes fortunes. Pourtant les gouvernements des États de l'Union européenne, la Commission, la Banque centrale et le FMI prétextent le poids de la dette publique et la pression des marchés pour réduire encore les budgets sociaux et les investissements publics par des politiques d'hyperaustérité qu'ils veulent graver dans les constitutions nationales et dans les textes européens avec « la règle d'or ».

Ces politiques sont injustes car elles font payer la crise de la finance par les peuples, et en particulier par les catégories les plus précaires et les plus défavorisées – au premier rang desquelles les femmes, majoritairement concernées par les bas salaires et le temps partiel, et doublement affectées par la baisse des dépenses publiques en tant que salariées et en tant qu'usagers. Ces politiques sont inefficaces contre le chômage et la précarité : menées simultanément dans toute l'Europe et aux États-Unis, elles enfoncent les économies dans la récession. Elles bloquent toute perspective de transition écologique et énergétique. Leur objectif réel n'est pas de sortir de la crise, mais de porter un coup décisif aux conquêtes sociales de l'après-guerre et à l'État social.

Le rôle de la dette publique dans l'offensive en cours

Les déficits et la dette publique ne sont pas des problèmes en soi. Quand ils financent des investissements utiles au plan social et écologique, et s'ils sont eux-mêmes financés à des conditions raisonnables, ils sont légitimes et préparent l'avenir. Mais aujourd'hui, détenir le monopole du financement des déficits publics confère aux opérateurs financiers un pouvoir politique exorbitant. La dette publique est instrumentalisée par les « marchés » pour imposer la destruction des services publics et détourner la richesse vers les rentiers. Les intérêts de la dette française ponctionnent aujourd'hui près de 50 milliards d'euros chaque année sur les finances publiques. Ce poids s'aggrave à mesure que la crise financière s'approfondit et que les déficits perdurent. Il pourrait même exploser si les opérateurs financiers exigeaient à l'avenir, comme c'est fort possible, des taux d'intérêt plus élevés sur la dette française.

Il faut changer complètement les politiques économiques. Beaucoup de propositions existent en ce sens : une lutte efficace contre l'évasion et la fraude fiscales ; une réforme fiscale qui touche les hauts revenus et les dividendes ; un désarmement des marchés financiers par des taxes et des réglementations ; des investissements massifs pour l'environnement et l'emploi ; une réforme de la Banque centrale européenne pour qu'elle puisse prêter aux États à un taux inférieur ou égal à celui qu'elle consent aux banques privées...

Mais ces mesures supposent de toute évidence une forte mobilisation de la société. Or aujourd'hui le chantage à la dette publique pèse lourdement sur les possibilités d'action collective. Si on a trop dépensé, ne doit-on pas payer ? Si les prêteurs ne veulent plus nous prêter, comment financer les services publics ou les retraites ? Si l'on s'attaque aux intérêts financiers, les banques feront-elles faillite, les fortunes et les capitaux partiront-ils ? Les citoyens sont profondément inquiets. En même temps ils ne croient pas à l'histoire qu'on leur raconte, selon laquelle la crise serait la faute des États qui devraient maintenant s'incliner devant les spéculateurs et les banques.

Sur une question qui est au cœur de l'actualité économique mais aussi du débat politique, il existe donc dans la société une énorme attente d'information critique et de débat réellement pluraliste. C'est également le cas dans d'autres pays européens comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, l'Italie, où des initiatives d'audit de la dette ont démarré ou sont en gestation. Ou bien dans des pays du Sud, comme la Tunisie, où des intérêts français ont contribué à soutenir les régimes autoritaires et creuser la dette.

L'audit citoyen : un enjeu démocratique décisif

L'audit citoyen est un processus de mobilisation de la société civile à partir de la question de la dette publique, visant à replacer dans le champ du débat démocratique des choix qui en sont aujourd'hui soustraits.

Car la « crise de la dette » pose avec une nouvelle acuité la question de la démocratie. Aujourd'hui, au plan national et dans les collectivités territoriales, toutes les catégories de dépenses publiques sont discutées et rabotées : retraites, emplois publics, dépenses de santé et de solidarité, investissements, ... Toutes sauf une : la charge de la dette publique. Tout se passe comme si les droits des rentiers étaient seuls indiscutables, à la différence des droits des retraité-e-s, des élèves, des malades ou des générations futures.

En Europe les exigences insoutenables et imprévisibles des « marchés » dictent les politiques publiques au jour le jour. Des plans d'austérité draconiens ou la mobilisation de centaines de milliards d'euros dans des « fonds de stabilité » sont décidés en catastrophe lors de réunions improvisées par les chefs d'État et de gouvernement pendant des week-ends fébriles. Des réformes constitutionnelles régressives sont introduites sous la menace directe de représailles de la part des agences de notation.

Ce déni quotidien des principes démocratiques élémentaires n'est pas acceptable. L'audit citoyen vise à permettre aux citoyens de se réapproprier la question de la dette publique, et à partir de là les grandes questions de politique économique, comme des enjeux démocratiques. Il s'agit d'engager un examen public approfondi de quelques questions clés. D'où vient la dette publique – celle de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ? Quelle est la part du coût du sauvetage des banques ? De la crise économique et financière, des plans de relance ? Des niches et cadeaux fiscaux successifs ? Des taux d'intérêts abusifs ? De l'évasion et de la fraude fiscales ? Des dépenses ou interventions militaires nuisibles ? Une partie, et laquelle, peut-elle être considérée comme illégitime, c'est-à-dire contractée au mépris de l'intérêt général et à ce titre faire l'objet d'une annulation ? Qui détient les titres de la dette ? Comment alléger sa charge sans spolier les petits épargnants ? Qui spéculer sur elle ? Par quels mécanismes la dette publique est-elle aujourd'hui instrumentalisée pour détruire l'État social ? Quelles leçons tirer des récentes expériences (Argentine, Équateur, Islande...) où la dette publique a été en partie répudiée ? Quelles alternatives mettre en place, au plan local, national et européen ?

Le collectif pour un audit citoyen et ses moyens d'action

Le collectif national rassemble toutes les organisations et tous les citoyens qui partagent ses objectifs ; les partis politiques qui soutiennent sa démarche y participent en tant qu'observateurs, et peuvent, avec son accord, s'associer à ses initiatives.

Ses moyens d'action sont les suivants :

constituer une base documentaire commune rassemblant les données et analyses pertinentes pour comprendre et mettre en débat dans la société l'origine, l'état actuel et l'instrumentalisation de la dette publique et stimuler la réflexion sur les alternatives à l'austérité ;
exiger des pouvoirs publics qu'ils mettent à la disposition du collectif l'ensemble des informations économiques et financières pertinentes pour l'établissement d'un diagnostic précis de la situation ;
publier des documents – écrits et audiovisuels – synthétiques et accessibles à tous, expliquant les enjeux et mécanismes à l'œuvre, y compris par le biais d'un site web autonome ;
impulser la création de comités locaux d'audit de la dette publique ;
organiser des débats publics et des actions citoyennes, au plan européen, national et local, en lien avec les organisations membres et partenaires ;
interpeller les élus et les candidats aux élections sur leurs projets en matière de dette et de finances publiques ;
se coordonner avec d'autres initiatives européennes et internationales sur le même thème pour construire une mobilisation européenne contre la dette et les plans d'austérité ;
soutenir et participer aux initiatives spécifiques d'audit prises par les mouvements des pays du Sud confrontés à des dettes, contractées notamment envers des intérêts français.

Avez-vous lu **La stratégie du choc de Naomi Klein** ?

Notes de lecture de **Pierre Colas**.

Ce livre très documenté, ce qui le rend volumineux (850 pages), fait l'historique de l'idéologie ultra libérale qui gangrène notre planète. Les idées de Milton Friedman, largement diffusées par l'école de Chicago, partent de la constatation que les peuples en état de choc ne réagissent plus lorsqu'on les contraint. Le choc qui offre aux économistes l'opportunité de mettre en application leurs « recettes » peut être naturel, comme l'inondation de la Nouvelle Orléans, ou provoqué comme le coup d'Etat de Pinochet au Chili. Sur presque un siècle les exemples sont nombreux et l'enchaînement toujours le même. Le FMI conditionne son soutien financier à ce qu'il prétend être nécessaire au rétablissement de l'équilibre:

Réduction des aides et des structures sociales.

Privatisation des entreprises et des ressources nationales.

Cela entraîne le remplacement de l'état démocratique par un régime autoritaire et pour la population le chômage et la paupérisation. Les richesses bradées sont la proie des financiers contribuant à creuser le fossé entre riches et pauvres.

Le déroulement de cet enchaînement a été mis en échec par les pays d'Amérique latine après des années de souffrance, dans des sursauts de démocratie.

Après cette lecture la comparaison avec la crise dans laquelle nous nous trouvons est particulièrement inquiétante. Le choc c'est la dette des pays européens, dont on nous fait découvrir brutalement l'ampleur, et les solutions qui sont déjà imposées à la Grèce suivent la logique des privatisations et régressions sociales.

Bush a utilisé le choc du 11 septembre 2001 pour lancer ses guerres et privatiser l'Irak. Sarkozy, qui l'admire, a doublé la dette de la France pour parachever sa mise en coupe réglée.

Il est à noter que DSK, le ministre de l'économie de la Cinquième République qui a le plus privatisé, a fait ses études d'économie à....Chicago.

AVOIR et ETRE relevé sur internet par **Claude Borgo**

*Loin des vieux livres de grammaire,
Parmi mes meilleurs auxiliaires,
Bien qu'opposés de caractère,
rivaux.*

*Ce qu'Avoir aurait voulu être
Son frère Avoir était en banque
Pendant qu'Être apprenait à lire
Et il amassait des fortunes
Avoir était ostentatoire
Avoir voyage en classe Affaires
Sa richesse est tout intérieure,
Un jour à force de chimères
Et pour ne pas perdre la face
Le verbe Avoir a besoin d'Être
Et de palabres interminables*

*Ecoutez comment un beau soir
Il est deux verbes originaux.
On pouvait les croire jumeaux*

*Être voulait toujours l'avoir.
Et faisait un grand numéro,
Et faisait ses humanités,
En avoirs, en liquidités,
Lorsqu'il se montrait généreux,
Il met tous ses titres à l'abri.
Ce sont les choses de l'esprit.
Pour parvenir à un accord,
Au milieu des mots rassemblés,
Parce qu'Être, c'est exister.
En arguties alambiquées,*

*Ma mère m'enseigne les mystères
Avoir et Être étaient deux frères
Tant leur histoire est singulière.*

*A ne vouloir ni dieu ni maître,
Alors qu'Être, toujours en manque
De son côté sans rien lui dire
Pendant qu'Être, un peu dans la lune
Être en revanche, et c'est notoire,
Alors qu'Être est plus débonnaire,
Le verbe Être est tout en pudeur,
Entre verbes ça peut se faire,
Ils se sont répartis les tâches
Le verbe Être a besoin d'avoirs
Nos deux frères inséparables*

*Du verbe Être et du verbe avoir.
Que j'ai connus dès le berceau.
Mais ces deux frères étaient*

*Le verbe Être s'est fait avoir.
Souffrait beaucoup dans son ego.
Avoir apprenait à compter.
S'était laissé déposséder.
Est bien souvent présomptueux.
Il ne gardera rien pour lui.
Et sa noblesse est à ce prix.
Ils conjuguerent leurs efforts.
Pour enfin se réconcilier.
Pour enrichir ses bons côtés.
Ont pu Être et avoir été.*

Agenda

2 novembre Paris 05

Projections-débats du film « SQUAT la ville est à nous ! » de Christophe Coello
Espace Saint Michel, 7 place Saint Michel
20 H rencontre avec Christophe Coello, Annie Gonzales et Olivier Cyran
organisée par la LDH, qui soutient le film.

3 novembre Montrouge

Quelle politique mener ? quelles priorités ?
libre débat entre citoyens

20 h 30, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand

La France est dans une situation catastrophique : chômage massif, qui frappe d'abord les jeunes, services publics à l'abandon, inégalités galopantes, désindustrialisation, crise financière, crise écologique, ...

L'urgence est à l'élaboration d'un vrai programme répondant aux besoins sociaux et écologiques. Il faut que les citoyens puissent débattre et décider de ces politiques avec pour objectif d'établir les priorités à satisfaire pour les mois et les années à venir. **C'est l'objet de cette réunion publique : vous donner la parole.**

Rien ne se fera sans une solidarité nationale minimale qui consistera à redéplacer vers les salaires, les services publics et la protection sociale la part de la richesse produite par tous, qui a été détournée vers les profits et le privé. Rien ne se fera si, face à l'insécurité économique et sociale d'où découlent toutes les peurs et toutes les insécurités, nous n'optons pas pour la sécurité sociale et la sécurité économique. Les citoyens doivent pouvoir dire haut et fort que, loin de rejeter l'autre, les autres, ils veulent « vivre ensemble ».

- 5 novembre Paris 05** **Projections-débats du film « SQUAT la ville est à nous ! » de Christophe Coelo**
Espace Saint Michel, 7 place Saint Michel
20 H rencontre avec Christophe Coelo et des invités surprise
- 7 novembre Courbevoie** **« la crise économique, le rapport à l'euro »**
Conférence-débat avec Yves Dimicoli, économiste
20h30 6 rue Adam Ledoux Courbevoie (quartier Charras)
On grignote et on boit avant ou après. *Annie Reynaud* animatrice 06 74 10 30 72 ou 01 47 60 14 95
- 8 novembre Chatenay-Malabry** **Le nucléaire, on peut en sortir !**
Conférence-débat
organisée à l'initiative des groupes EELV de la communauté d'agglomération
avec **Bernard Laponche**, polytechnicien, physicien nucléaire, directeur de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie,
20 H 30 réfectoire de l'**Ecole Jean Jaurès**, 444 avenue de la Division Leclerc (tout en haut de la N186 sur la droite)
- 8 novembre Paris 05** **Projections-débats du film « SQUAT la ville est à nous ! » de Christophe Coelo**
Espace Saint Michel, 7 place Saint Michel
20 H rencontre avec Jeudi Noir, un Indigné (voire plus) et des invités surprise
- 10 novembre Asnières** **La crise de la dette publique**
Conférence-débat avec Esther Jeffers,
maître de conférences en économie, membre du Conseil scientifique d'Attac
20 H 30, CAS- salle de l'ancien Tribunal, 16 place de l'Hôtel de Ville
- La dette publique en France : 1692 milliards €, 86% du PIB. Les intérêts du remboursement représentent désormais le deuxième poste du budget de l'état français. Qu'est ce que la dette publique ? D'où vient-elle ? Qui paie, à qui, pourquoi faire ? Une partie de cette dette est-elle illégitime ? Les gouvernements européens appliquent une politique d'austérité pour tenter de sortir de cette crise . Y a-t-il des solutions alternatives ?
- 10 novembre Paris 06** **Manifestation**
« 24 h pour le logement : urgence ! Un toit pour toutes et tous, toute l'année ! »
RDV 14 h devant le Sénat 15 rue de Vaugirard Paris 6^e,
M^o 4 et 10 «Odéon» ou RER B «Luxembourg»
A l'appel du Collectif des associations unies, du Collectif Urgence un Toit, de la Coordination Nationales des professionnels de l'urgence sociale, de la Plateforme "Un chez-soi pour tous", et de la Plateforme Logement des mouvements sociaux.
- 15 novembre Paris 05** **Projections-débats du film « SQUAT la ville est à nous ! » de Christophe Coelo**
Espace Saint Michel, 7 place Saint Michel
20 H rencontre avec le groupe de travail « Logement » de la LDH
- 15 novembre SaintDenis** **Quelle perspective pour le droit à l'eau ?**
Conférence Utopia avec « rESeau Paris 8 »
Sylvie Paquerot, professeure à l'Ecole d'études politiques, Université d'Ottawa
Discutants : Dominique Voynet EELV + un deuxième discutant
Accueil à **18 H 30**, début à 18 h 45 (précises)
Inscription (gratuite) en envoyant un mél à l'adresse : inscriptionconf@mouvementutopia.org
(ne pas attendre de réponse).
- 16 novembre Antony** **Collation citoyenne, studieuse et amicale**
20 H salle associative **Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord**
(rer Antony ou Fontaine Michalon)

L'éducation populaire est un des objectifs principaux d'ATTAC.

C'est pour faire vivre cette dimension citoyenne de notre association que le groupe d'animation d'ATTAC C.A.B.Le.S vous propose l'organisation de débats à partir de la lecture d'un livre d'actualité.

Le rythme de ces débats et le choix des prochaines lectures, prétextes aux débats, restera à définir entre nous, lors de cette première réunion que nous vous proposons, à partir de **la lecture du livre de Jacques Généreux "Nous on peut !"** (Edition du Seuil, couverture en PJ), le mercredi 16 novembre à Antony. Nous nous retrouverons à partir de 20 H pour une collation citoyenne, studieuse et amicale.

Annette Carayon nous proposera une rapide présentation du livre avec les yeux du Candide et le débat pourra s'engager entre nous, avec la complicité de **Jean-Michel Charbonnel**, professeur honoraire d'économie, qui pourra intervenir pour expliquer les rouages économiques qui nous paraîtraient trop compliqués et nous donner son éclairage sur les points de vue exprimés dans le livre et lors des débats .

Bien sûr la lecture du livre (138 pages disponible dans toutes les librairies sérieuses pour 11 €) est tout à fait recommandée. Nous sommes certains que vous saurez profiter des journées de pluie d'automne pour trouver le temps de lire, mais si le soleil, ou d'autres choses, vous ont distrait soyez quand même parmi nous le 16 novembre.

Afin de mieux préparer votre accueil, vous pouvez nous informer, par un simple mail à ceceilgan@hotmail.com, de votre présence avec nous le 16 novembre

19 novembre Paris

"Démondialisation/Altermondialisme" Journée d'études ATTAC- Fondation Copernic
de 9 h 30 à 17 h à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11ème

Le débat actuel sur la démondialisation traverse aussi la gauche antilibérale. Schématiquement, deux thèses sont en présence chez les économistes comme dans les milieux politiques de gauche. Pour les uns, par ailleurs divers, la mondialisation libérale et l'incapacité de l'Union européenne à proposer une autre politique rendraient légitime la **démondialisation**, qui ne se réduit cependant pas pour la plupart d'entre eux à un simple retour au cadre national, mais ouvrirait la possibilité à d'autres choix. Pour d'autres, qui s'opposent aussi à la mondialisation actuelle, la **stratégie altermondialiste** consiste à construire des coopérations avec les autres pays et des régulations fortes à tous les niveaux, national, européen et mondial, car il est des domaines qui ressortissent à chacun d'entre eux. Pour ces derniers, une stratégie coopérative est seule à même de prévenir les risques de dérive xénophobe.

Pour tenter de clarifier ces questions et dans le souci d'éducation populaire qui est le leur, **Attac et la Fondation Copernic** organiseront le **19 novembre** prochain à l'AGECA un **débat public sur la démondialisation**. Il s'agira moins, pour les deux associations, de tenter de parvenir à une position unique au sein de la gauche antilibérale que de donner à leur membres et plus largement à l'opinion publique des clés pour mieux comprendre les divers enjeux des débats actuels autour de cette question.

Programme de la journée :

9h30 - 12 h : Présentation de la question de la Démondialisation. Divergences ou malentendus ?

Avec Jean-Marie Harribey (ATTAC), Gaël Brustier (à confirmer), Élisabeth Gauthier (Espaces Marx), Xavier Ricard (CCFD)

Modération : Louis Weber (Fondation Copernic).

13h - 15h : 3 Ateliers

– **Démocratie et souveraineté populaire : la place de la nation**, avec Roger Martelli (Fondation Copernic), André Bellon et un intervenant d'ATTAC.

– **Quelles réponses à la crise : protectionnisme et sortie de l'euro ?, nouvelles régulations ?, etc.**, avec Jacques Rigaudiat (Fondation Copernic), Julien Landfried (MRC) et un intervenant d'ATTAC

– **Solidarité et protectionnisme, les questions de l'agriculture, des droits de propriété intellectuelle, etc.**, avec Dominique Plihon (ATTAC), Jean-Christophe Kroll, les Amis de la Terre, la Confédération paysanne...

15h - 17h : Synthèse des débats et discussion autour de la question : Démondialisation et/ou Altermondialisme ?

Avec Anne-Cécile Robert (journaliste au *Monde Diplomatique*), Stéphanie Treillet (ATTAC), Pierre Khalfâ (Fondation Copernic), Bernard Cassen (Mémoire des Luttes).

24 novembre Nanterre

"Et si nous reprenions le contrôle des banques"

Conférence-débat animée par **Dominique Plihon**,
responsable du conseil scientifique d'Attac.

19h30 Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad (RER Nanterre centre-ville)

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Jean-Louis Michniak secrtaire.attac92@attac.org **Secrétaires adjointes** : Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Trésorier : Hubert Guérinet **Trésorière adjointe** : Rosette Kebabdjian

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval **Groupe communication** : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman **Correspondant Electronique Local** : Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières** : Guy Rodary **Clamart** : Eric Colas **Antony** : Cécile Ganeval

Colombes : Bernard Kervella , Adda Bekkouche **Clichy** : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréaux **Suresnes/GP Mont Valérien** : Michel Fenayon **Nanterre/ GP Mont Valérien** : Jacques Pinoteau

Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge** : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer **Genevilliers** : Nelly Viennot

Attac a besoin de vous, Attac a besoin de sous!

Nous nous adressons aujourd'hui à vous car nous avons besoin de votre soutien.

Depuis 2008, la crise financière, l'effondrement du système bancaire, la crise de l'euro n'ont eu de cesse de justifier notre action et nos analyses, dont certaines ont été largement reprises et diffusées par les mouvements d'indignés à travers le monde entier.

Pourtant le chemin est encore long : les gouvernants s'entêtent dans les voies sans issues du néolibéralisme, accélèrent même la marche en mettant en œuvre des programmes de privatisation, d'austérité salariale, de destruction des services publics en Europe et ailleurs dans le monde, tout en multipliant les effets d'annonce concernant une hypothétique « régulation » de la finance et des banques, qui est repoussée aux calendes.

Face au rouleau compresseur néolibéral, depuis plus de douze ans, nos ressources ne reposent que sur les dons et cotisations de nos adhérents et sympathisants. Celles-ci doivent couvrir notre loyer, nos déplacements, notre matériel informatique, l'impression de matériel militant et l'emploi salarié d'une équipe au siège d'Attac France, dont nous avons un besoin vital.

Malgré l'immense apport bénévole de nos adhérents, l'actualité brûlante ne fait qu'accroître notre manque de moyens pour mener nos combats.

Aujourd'hui Attac a besoin de vous... et de sous !

Vous adhérez aux idées d'Attac France ?...Faites un don ! Devenez « ami » d'Attac : <http://www.france.attac.org/faire-un-don>
...Mieux encore, adhérez à Attac : <http://www.france.attac.org/adherer>
L'adhésion étant le moyen le plus direct pour nous soutenir, se tenir informé, ou [participer à nos luttes](#) locales, nationales et internationales.

Bulletin d'adhésion 2011

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : Profession :

Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2010 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac , chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)